

Atelier Journées d'Été Régionales

3 juillet 2011 - 11 h -13 h

Quartiers populaires, pauvres ou ghetto ? Quelle analyse de l'écologie politique ? Quelle réponse des politiques publiques ?

Présentation des participants

Julian MIERZEJEWSKI - Animateur Université Populaire de Grande Synthe - Structure municipale : Je suis employé municipal à la Révolution, c'est une boutade, mais c'est un peu cela. Structure qui développe des activités d'éducation populaire. Je suis content d'être là, par rapport à la plénière qu'on vient d'avoir : une des finalités de l'éducation populaire est la transformation sociale, je pense que c'est un moyen très important pour la mobilisation des gens dans les quartiers populaires.

Hamza EL KOSTITI : militant associatif, élu EELV à Halluin, sensible à la situation dans les quartiers, avant les émeutes de 2005, rien n'a changé, on a remis le couvercle sur la cocotte-minute qui va ré-exploser d'un jour à l'autre et sensible à cette question pour faire bouger les 60 % de jeunes qui ne votent pas, toutes élections confondues, ça les empêche d'avoir une critique, c'est un enjeu, la population des quartiers est désenchantée de la politique. En 2007, on avait 30 propositions pour les quartiers populaires, on a vu ce qu'a été le plan banlieue de Fadela Amara : il n'y en a pas.

Christian DELACOUR : Conseiller à Saint-Martin-les-Boulogne et j'ai la chance de présider le Centre Social de Saint-Martin. On travaille sur deux quartiers défavorisés, de petits quartiers. Par ma fonction, j'ai l'occasion d'être un peu plus près du terrain et je suis très intéressé par les réponses, tout au moins des questionnements que nous aurons pendant la prestation.

Christiane BOUCHART : élu à la ville de Lille, en charge de l'économie sociale et solidaire, et à Lille Métropole, je préside aussi un réseau de collectivités qui travaillent sur l'économie sociale et solidaire. Dans le cadre des états généraux de l'ESS qui viennent d'avoir lieu, on a rédigé ce qu'on appelle un cahier d'espérance autour de la politique de la ville et la manière d'appréhender une autre économie dans les quartiers populaires. Ce qui m'intéresse aujourd'hui c'est de voir comment on peut remettre de l'économie dans les quartiers de façon différente et comment on peut utiliser les financements de droit commun pour modifier cette implantation. Si le cahier d'espérance vous intéresse c'est sur le site "pouruneautreconomie" tout attaché. Il y a différents cahiers d'espérance, ce qui est intéressant, c'est qu'on l'a fait au niveau national donc il y en a pas mal.

Guy HANNEBIQUE : militant roubaisien ayant eu une pratique professionnelle dans des lieux aussi différents que Maubeuge, Roubaix, puis au niveau régional, et là

je suivais la politique de la ville, et je change vers le renouvellement urbain.

Xavier HARDY : je suis militant à Villeneuve d'Ascq. je pense que dans les enjeux d'Europe Ecologie, l'un des principaux c'est celui-là, être un peu plus en phase avec la vie urbaine, la manière de voir les choses, les populations qui se retrouvent en difficulté.

Laure OLIVIER : élue à Arras. La politique de la ville, j'y ai touché un peu par le biais d'un poste que j'ai occupé dans la rénovation urbaine avec, ce qui m'intéresse, toutes ses limites parce qu'on touche au dur, il y a le projet, ici, du quartier du Chemin de Terre à Boulogne, si avant de partir vous avez l'occasion d'y passer, c'est un quartier en cours de complète rénovation.

Jean-Marc BEN : je suis conseiller municipal à Calais, d'opposition, depuis 2008. Auparavant, j'étais dans la majorité municipale, depuis 1995. Même si on est dans l'opposition, on peut participer aux commissions et je participe activement à la commission politique de la ville. Ce qui m'inquiète c'est le désengagement de l'État par rapport aux dispositifs ANRU, etc. Je suis en plein dans cette problématique.

Malik IFRI : je suis conseiller municipal villeneuvois, conseiller communautaire. C'est un sujet qui m'a, moi, amené à l'écologie, la cohésion sociale. J'ai participé aux premiers mouvements de jeunesse dans les années 80, j'ai l'impression effectivement que l'écologie aujourd'hui s'est un peu éloignée de cette dynamique, de ces territoires, de cette recherche de cohérence et de cohésion et j'ai l'impression qu'on y revient.

Lise DALEUX : je suis ici parce que je suis intéressée, tout simplement, à deux titres pour préciser un peu les choses. Par mon boulot, j'ai travaillé dans un centre social, et aussi au titre de ma délégation d'élue à la Ville de Lille, c'est la famille et la parentalité. Et ma délégation soutient des actions un peu innovantes, expérimentales avec des structures comme ATD Quart-monde et notamment la promotion familiale, sociale et culturelle dans les quartiers de Lille, et il y a aussi l'ancrage du centre de la petite enfance dans les quartiers, au sein des centres sociaux essentiellement, qui a une mission vachement importante auprès des familles.

Enzo POULTRENIÉZ : jeune écolo et militant à Lille, je suis étudiant M2, et ce thème m'intéresse évidemment. Cette année je vais faire un mémoire sur tout ce qui concerne la participation citoyenne et la gouvernance dans le cadre de l'éco-quartier de l'Union. Ce qui m'intéresse le plus dans ces questions-là, c'est la rénovation urbaine en associant les habitants, et arrêter de faire ce qu'on faisait dans les années 70, c'est-à-dire plaquer des problématiques sur un territoire sans se soucier des conséquences sociales.

Thérèse KOZLOWSKI : je suis élue à Tourcoing, je suis en charge de la démocratie participative sur le secteur sud de Tourcoing, je m'occupe donc de ces cinq conseils de quartiers, dont la zone de l'Union fait partie, d'ailleurs.

Majdouline Sbai prend la parole.

Merci de vous être mobilisés ce matin. Comme l'a dit Julian Mierzejewski, ce

matin on a évoqué la transformation écologique comme quelque chose de transversal à l'ensemble des interventions régionales, comme l'élément essentiel du projet 2010-2014 de la mandature régionale. Dans cette histoire-là, la question, et d'ailleurs lors des Assises de la conversion écologique de l'économie, Jean Gadrey a participé : il a rappelé la nécessité de penser justement cette transformation écologique et sociale et de la penser en cohésion sociale avec le territoire et donc d'y impliquer les acteurs, mais pas simplement les habitants et d'y introduire la lutte contre les inégalités comme quelque chose qui intervient dans chacune des opérations, mais pas seulement comme quelque chose au centre de la démarche.

L'exemple le plus illustrant, parce qu'il est visible, c'est la question des inégalités homme/femme. Quand on fait un plan de rénovation urbaine, on espère susciter des créations d'emploi, mais on doit se poser la question de l'accessibilité de ces emplois aux femmes, par exemple, et aux populations les plus modestes. Juste pour introduire la discussion.

La question, c'est aussi la question de l'implication des habitants. Ce que je vous propose pour cette matinée, c'est d'essayer de bien gérer le temps, pour qu'on ait le maximum de temps de discussion. Je vous propose de balayer assez rapidement le contexte dans lequel on est, puis d'en débattre. Se donner une vingtaine de minutes pour cela. Ensuite donner la parole à Julian pour parler justement : quand on transforme une ville comme Grande-Synthe, comment l'éducation populaire, les initiatives qui sont menées peuvent venir œuvrer pour la cohésion sociale. C'est finalement un des éléments de l'ensemble de notre action, parce que quand on parle de politique, de lutte contre les inégalités sociales, cela englobe plus de choses.

On a des débats de longue date : comment on appelle les quartiers populaires, les quartiers défavorisés, les ghettos. Le but ici n'est pas de faire un débat sémantique, mais juste vous donner un état de la pensée.

Dans la synthèse du programme 2012 d'Europe Ecologie Les Verts, nous avons réalisé un amendement pour y inscrire cette volonté (dans le chapitre Démocratie) : « Des citoyennes acteurs et actrices de la construction des politiques publiques et de la transformation écologique et sociale : Nous soutiendrons l'éducation populaire, les coopératives d'habitants. Nous mènerons une politique en direction des quartiers populaires qui s'appuie massivement sur l'expérimentation citoyenne, notamment des jeunes. Nous aurons une politique d'ouverture de débats et de consultations publics sur les grands enjeux civilisationnels et sociétaux ».

1) Quelques éléments d'analyses sur les notions de quartiers pauvres ou populaires, ghettos :

Il existe des inégalités importantes entre les territoires. C'est à dire que certaines régions, villes, communes, certaines quartiers ou arrondissements concentrent des difficultés (emploi, logement, mobilité, réussite scolaire, etc.). La plupart de ces difficultés proviennent de dynamiques ou de choix nationaux : Les travailleurs pauvres ;

les chômeurs longue durée ; les discriminations à l'embauche ; un déficit de construction de logements socialement accessible dans toutes les ou encore des inégalités dans l'éducation nationale, etc. Plusieurs phénomènes expliquent cependant une concentration des difficultés dans certains territoires :

Des territoires en reconversion industrielle et les conséquences de la mono-industrie : C'est le cas de la Lorraine, du Nord-Pas-de-Calais. Les fermetures d'entreprises massives ont conduit à un chômage de masse concentré sur certains bassins.

Jeunes et discriminations : Le décrochage scolaire précoce lié souvent à des problèmes d'orientation scolaire ou encore des discriminations directes à l'embauche entraînent des taux de chômage qui peuvent atteindre plus de 50% dans certains bassins d'emploi.

Ghettos : La pénurie de logements sociaux (ou accessibles au bas revenus) et leur concentration ont créés leurs conditions d'une concentration des habitants les plus modestes dans certains quartiers. La notion de ghetto nous semble impropre pour qualifier ces situations.

Lapeyronnie a commis un ouvrage "Le Ghetto français", avec ce titre accrocheur, il a voulu introduire la notion de ghetto comme catégorie de l'action publique en France, et c'est une littérature qui sert le ministère de la prospective. Je pense que c'est une notion très dangereuse. C'est une notion militante qu'on peut employer dans certains contextes, pour revendiquer, mais en tant que catégorie pour l'action publique et pour penser la politique publique c'est une notion dangereuse. En réalité, cela nous empêche d'aborder un certain nombre de questions. Juste un exemple sur la concentration de problèmes sociaux, d'indicateurs au rouge dans certains quartiers, on considère que la situation est figée. En fait, on se rend compte que dans ces quartiers, il y a énormément de flux, c'est-à-dire que les gens viennent y vivre un moment car les logements sont accessibles socialement. Le ghetto est un espace urbain et/social dont les habitants choisissent délibérément de s'isoler ou de se distinguer et qui présente une homogénéité sociale constante hors il existe un turn over dans les quartiers d'habitats sociaux (env. 30% de renouvellement tous les 3 ans). Des travaux comme ceux d'Eric Maurin montrent que ce qualificatif est plus approprié pour décrire certains quartiers « classe moyenne ».

Mixité sociale : C'est une notion également à prendre avec des pincettes. Nous pensons, tout d'abord, que la notion de mixité sociale est à double tranchant. Elle suggère d'une part, qu'en dispersant « les pauvres » - on résout la pauvreté et que d'autre part, que les plus modestes choisissent de vivre dans des quartiers où vivent les plus pauvres. La lecture classique est d'envisager le renforcement de l'attractivité des quartiers d'habitats modestes pour faire en sorte que des personnes aux revenus moins modestes aient envie d'y vivre. Pourtant, l'enjeu semble davantage de faire également en sorte que des logements soient accessibles dans l'ensemble d'un territoire. Que les habitants puissent vraiment choisir leur lieu de vie et leur mode d'habiter. C'est la thèse que défend Sylvie Tissot, par exemple.

Métropolisation et inégalités : Le développement des territoires est de plus porté par des

métropoles qui concentrent les atouts en termes d'aménagement, d'accessibilité etc. Ces métropoles sont perçues comme les moteurs du développement d'une région ou d'un territoire. Hors, souvent malgré ces réussites économiques, des inégalités infrarégionales ou inframétropoles persistent. Cette logique de développement doit donc être questionnée si l'on veut réduire durablement les inégalités, elle est souvent responsable d'une aggravation des inégalités entre les territoires. Ces métropoles attractives sont censées produire de la richesse qui devrait irriguer tout le territoire, mais les problématiques d'inégalités ne sont pas résolues par cela. On le voit à l'échelon de la métropole lilloise, où cohabitent la ville où il y a le plus de personnes à l'ISF et la ville la plus pauvre de France, elles sont mitoyennes.

2) Quelle analyse de l'écologie politique ?

Selon les indicateurs socioéconomiques, la situation des quartiers populaires s'est aggravée depuis 2008. La crise économique mondiale mais aussi les restrictions budgétaires des services publics de droit commun (éducation, santé, justice, police, insertion,...), ont eu des conséquences graves dans ces quartiers « sensibles ». Les indicateurs les plus évidents de ce décrochage sont le vote Front National et l'abstention. Un autre indicateur est bien sûr l'emploi. Le taux de chômage dans une zone urbaine sensible (ZUS) est deux fois plus élevé qu'ailleurs.

Sortir de la société pyramidale : Nous pensons que s'il y a des inégalités sociales, c'est parce que nous vivons dans une société fondée sur la compétition entre les individus et les territoires. La conversion écologique globale de notre modèle de développement devrait conduire à atténuer les rapports de compétition pour leur substituer des rapports de coopération. Ce qui signifie qu'un mode développement plus incluant, plus participatif devrait réduire les phénomènes d'exclusion.

On ne doit pas être dans un système de concurrence entre les gens : où il y a des gens qui ratent, qui ne réussissent pas, mais dans une société qui vise à repenser ce qu'est la richesse, à valoriser les richesses immatérielles, à changer les logiques de domination et on en parle aussi quand on parle d'éducation. C'est au cœur de notre projet. L'attitude qu'on a en général face aux inégalités est de faire du rattrapage par rapport à la moyenne : il faut que tout le monde devienne riche ainsi tout ira bien. C'est compliqué d'être porteur de l'idée que le but d'une vie n'est pas de devenir riche, d'avoir une maison avec piscine, mais plutôt d'avoir une manière de faire société qui est différente.

Il n'y a pas de normes en matière de « cohésion sociale » il faut réévaluer ce qu'est le développement humain : Depuis quelques années, nous connaissons une crise sociétale. Il devient donc inadapté d'envisager d'accompagner des citoyens à « s'insérer dans un modèle de société supposé « normal » ». : Le développement d'un territoire était pensé jusqu'à présent comme un exercice monolithique visant à évaluer la situation d'un territoire en fonction d'indicateurs comme le PIB. Cependant nous savons que l'équation [Travail, richesse, prospérité ou bonheur] devient jour après jour moins crédible. De la même manière que le niveau de développement économique d'un

territoire ne peut en aucune cas indiquer la réalité de ces difficultés sociales.

Ce système devient caduque : la crise sociétale est très profonde, même les classes moyennes commencent à être touchées. La norme n'est plus la norme. Dire que les pauvres doivent être un peu moins pauvres ne suffit pas. Robert Castel a d'ailleurs travaillé sur le problème des travailleurs pauvres qui sont l'archétype d'une société de labeur qui devrait apporter du bonheur et qui montre que ce modèle là ne fonctionne pas.

Le problème d'un quartier n'est pas le problème du quartier : Quand un quartier rencontre des difficultés, c'est l'ensemble de la dynamique urbaine de la ville ou de l'agglomération qui doit être questionner.

Les inégalités sociales et écologiques sont étroitement liées : L'accès à un cadre de vie de qualité est un droit pour tous.

3) Quelle réponse des politiques publiques et du mouvement social ?

La politique européenne de cohésion sociale : La politique de cohésion sociale européenne soutient des politiques de rattrapage de territoires européens (région) qui ont un PIB par habitant inférieur à la moyenne communautaire. Basée sur les objectifs du traité de Lisbonne, les objectifs sont actuellement en cours de renégociation autour de stratégie 2020.

La région Nord-Pas-de-Calais se bat pour changer ce système : on a un taux au-dessous duquel on n'a plus d'aide ou moins d'aide, les régions européennes se battent pour continuer à avoir des politiques de cohésion sociale sur leur territoire, même si, dans la région, le PIB moyen est acceptable. On sait qu'il y a de telles inégalités intra-régionales à traiter qu'il faut encore des moyens. C'est un combat qu'on mène avec d'autres régions de France. Un autre combat que l'on mène, c'est de demander que les régions, "les eurorégions" que l'on défend en tant qu'écologistes, puissent administrer les fonds de la cohésion sociale. On sait qu'à l'échelon régional, plus qu'à l'échelon national, on est en capacité de traiter la question de la dynamique des inégalités à petite échelle.

Une politique nationale fondée sur une supposée discrimination positive vers des territoires « prioritaires » : Alors que les années 70, furent marquées par les grands programmes de résorption de l'habitat insalubre. L'arrivée du chômage dans les années 80 et les premières « émeutes urbaines » conduisirent à faire de l'exclusion sociale un sujet omniprésent dans l'espace public. Des politiques de "rattrapage" ont été élaborées. Fondées sur une forte volonté de mobilisation des habitants et une logique d'intervention de proximité, elles ont progressivement perdu de leur force et leur volontarisme. Depuis les années 2000, ces politiques ont fortement évolué avec une concentration des moyens sur les enjeux de rénovation urbaine (ANRU) et un recul progressif sur les enjeux de lien social ou de participation.

Les écologistes ont réclamé la gestion des transitions, comment on accompagne la transformation d'un territoire en y impliquant les habitants : ça réussit plus ou moins, il y a des endroits où ça marche, mais la politique de l'Etat est sur du dur, vous savez ce qu'il en est sur les contrats de cohésion sociale, il y a des reculs sur

tout, ça se ressent sur les questions de sécurité. On fait une politique de discrimination positive sur du service public élémentaire (ex. : éducation, santé). Au niveau de la Région Nord/Pas-de-Calais, on n'a plus de contrat avec l'État sur la cohésion sociale et la politique de la ville, mais on travaille aux côtés de l'État. On a une politique autonome d'aide aux territoires pour promouvoir nos propres enjeux. C'était à cause d'une divergence de vue sur les zonages prioritaires, en gros, parce que c'est un peu caricatural.

Des quartiers laboratoires : Des expérimentations initiées par les collectivités locales et/ou par les associations ont permis de développer une « réinvention de la ville ». Les dispositifs successifs nationaux ont croisé des volontés locales qui ont permis la mise en place d'espaces d'innovation sociétale : entreprises d'insertion, service à la personnes, actions caritatives, éducatives, culturelles, lieu d'éducation populaire, économie sociale et solidaire, etc. L'ensemble de ces formes d'organisation et de développement social forment un paysage très variable d'une région, d'une ville à l'autre. L'inspiration de ces politiques vient de l'expérience dès les années 70 de l'atelier populaire urbain de l'Alma-Gare à Roubaix. L'APU de l'Alma-Gare constitue l'idéal d'autogestion populaire où des habitants imposent leur vision de la rénovation urbaine de leur quartier et promeuvent de nouveaux modes de gestion des besoins urbains et humains. Aujourd'hui, quelques expériences subsistent et elles sont souvent en attente d'un renouveau des politiques publiques.

4) Quelles réponses de l'Écologie Politique ?

Promouvoir l'égalité des conditions : L'égalité ne signifie par l'égalitarisme, une société sans différence. En revanche, il s'agit de tendre vers une société qui donne la possibilité à chaque personne de choisir sa vie, son métier, son logement, etc. Jean Gadrey, dans ces travaux récents, appelle à une vraie politique de lutte contre les inégalités. Il fustige la gauche qui aurait, selon lui, renoncé à s'atteler à la disparition des inégalités. Selon lui, les leviers existent. Aujourd'hui, il n'y a pas d'égalité d'accès aux services publics, aux logements, aux transports, à l'éducation, etc. Les plus démunis (quartiers d'habitat social) sont souvent moins dotés. Il faut rétablir une qualité égale pour tous les citoyens.

Le développement durable est au cœur du projet de l'écologie politique. Même si ce concept est galvaudé, il permet toutefois d'améliorer les politiques publiques par :

- L'introduction systématique de l'évaluation et par la mise en œuvre d'une planification dans le temps (par opposition aux politiques publiques d'opportunité).
- Le développement durable comporte trois volets : social, économique et écologique, ce qui permet d'avoir une approche globale des politiques à mettre en œuvre et de sortir du cloisonnement administratif. Ce qui rend possible la participation des citoyens.

La promotion de l'égalité des conditions est le volet social du développement durable. Ce qui signifie qu'il n'y a pas de développement durable possible pour une région, une ville ou un pays. A l'échelon d'un quartier, il est fréquent de constater que dans les

quartiers les plus modestes la gestion urbaine basique (déchets, voirie, salubrité, etc.) soit dégradée.

Dans notre région, sur les programmes de rénovation urbaine, on ne fait que du rattrapage : dans le quartier du Pile, par exemple, quartier pauvre d'une ville la plus pauvre, les éléments de voirie les plus basiques, de gestion des déchets urbains, des éléments du cadre de vie les plus élémentaires, ne sont pas assurés. Et quand on prend le quartier des Trois Ponts (je prends les quartiers que je connais le mieux), un des quartiers qui a été en rénovation urbaine, en fait, la salubrité la plus élémentaire, en termes de gestion des déchets, n'était pas assurée. On peut se targuer de discours : il y a des difficultés chroniques, des problèmes culturels, mais les éléments de service public élémentaire doivent être assurés et assurés également pour l'ensemble des habitants. Et si on se pose à l'échelon régional, comment on garantit l'égalité des conditions quand on fait la gestion de patrimoine des lycées ou quand on fait de l'aménagement du territoire. Donc le fondamental, c'est l'égalité des conditions.

Repenser les indicateurs du développement : Les indicateurs du développement humain et encore ceux fondés sur l'autoévaluation par les citoyens de leurs réalités de vie. C'est ce type de démarche qu'on promut le Conseil Régional Nord-pas-de-Calais ou encore la Commission Européenne.

J'ajoute l'indicateur, conçu par l'Europe, qui est le progrès par le bien-être de tous. C'est un indicateur qui a été créé par la politique de cohésion sociale européenne, qui s'appelle Spirale, qui s'applique à ne plus avoir des indicateurs froids, objectivés, mais d'impliquer les citoyens eux-mêmes dans l'évaluation de leur réalité de vie, ceci est expérimenté, en ce moment, dans notre Région, et qui est, sur les questions de cohésion sociale, un élément très positif.

Décentraliser l'animation des politiques européennes de cohésion sociale : L'enjeu est de permettre aux régions d'être administrateurs des financements européens, d'élargir le spectre des régions éligibles et de défendre. La décentralisation de la politique de cohésion sociale permet de traiter des inégalités infra régionales, infra territoriales. A l'inverse, l'administration étatique (qui reste la règle) ne permet pas de traiter les dynamiques d'exclusion sociale. Elle peut même renforcer le phénomène de régions à deux vitesses avec des métropoles à forte centralité et attractivité.

Transformer en profondeur cette dynamique de développement : Tous les schémas qui structurent l'aménagement et le développement des territoires devraient intégrer la prévention et la résorption des inégalités comme un objectif à part entière au même titre que l'on y a intégré la protection de certains espaces naturelles ou encore les logiques de développement durable.

En fait, comment place-t-on cette question des inégalités non pas en périphérie du développement d'un territoire, mais au centre. Souvent, on impose des politiques, c'est-à-dire qu'on dit : il y a la politique de développement du territoire, par exemple je vais faire un grand pôle d'attractivité économique, cela va tirer tout le territoire vers le haut, de ce fait tout le monde va être emporté par ce vent de

liesse et plus personne ne sera malheureux. En réalité, il faut se dire, dès le début du projet, que l'implication, et la mise en lien de cette politique avec ceux qui en ont le plus besoin, doivent être faites. Je prends l'exemple de Boulogne : le projet de centre ville à Boulogne, on ne peut pas imaginer que le projet de redynamisation du centre-ville se voit imposer un projet de cohésion sociale à côté, il faut que le projet de redynamisation du centre ville de Boulogne intègre tout de suite en son sein les enjeux de la cohésion sociale.

Une action visible dès aujourd'hui et basée sur la capacitation citoyenne : Pour rendre plus égalitaire les dynamiques de développement du territoire, il faudra 20 ans... En attendant, c'est une à deux générations qui sera « sacrifiées » et qui ne verront pas les effets concrets de ces politiques. Aussi, il faut mettre en œuvre une politique ambitieuse et dotée de moyens plus importants vers les populations et les territoires les plus vulnérables. Sur tous les problèmes qui touchent les quartiers les plus modestes, il s'agit d'associer les habitants à l'élaboration de solutions concrètes fondées sur leurs propres actions et expertises. Il s'agit d'accompagner ces habitants dans le réinvestissement de nouveaux modes de gestions des besoins urbains Réinvestir les espaces publics, améliorer le logement, les conditions de scolarité, et interpellier les services publics. Les projets qui peuvent émerger de ces démarches de capacitation citoyenne peuvent être de différentes natures. Il peut s'agir de démarches autogérées (jardins collectifs sur les délaissés urbains, gestion urbaine de proximité, auto réhabilitation des logements, etc.) ou de transformations plus profondes des politiques publiques (politique de l'emploi, des transports, etc). Indépendamment des réalisations concrètes, la capacitation citoyenne constitue une méthode de développement local basée sur l'implication des habitants dans l'ensemble du processus d'élaboration des politiques publiques.

Ce point sera développé par Julian Mierzejewski. C'est l'autre volet : on crée les conditions depuis les institutions de politiques publiques pour créer de l'égalité sur un territoire, mais puisqu'on veut faire des politiques non normatives, - ce n'est pas qu'à nous de définir quel doit être le développement d'un territoire (les élus, la société organisée) - mais on doit créer les conditions pour recréer de l'empowerment, ou plutôt de la mise en capacité des citoyens et surtout et y compris les plus modestes de reprendre en mains leur devenir, mais aussi le devenir de leur territoire.

- Jean-Marc Ben : quand c'est aux mains de la communauté d'agglomération, c'est raté dès le départ. En général, une communauté d'agglomérations n'a pas de projet global, une fois on fait plaisir au maire de Marques, une fois on fait plaisir au maire de Calais, une fois au maire de Boulogne, ça va vraiment dans tous les sens, mais il n'y a pas de cohésion. C'est assez catastrophique.
- Majdouline : *oui. Je suis tout à fait d'accord.*

5) Quelles propositions pour le projet 2012 / Faire société au 21è

siècle ...

A. Un service public équitable

Faire en sorte que les services publics élémentaires soient accessibles équitablement sur l'ensemble du territoire et pour l'ensemble des citoyens.

Accentuer la médiation entre les services publics et les citoyens, les territoires les plus en difficultés.

B. Un aménagement et un développement du territoire au service de l'égalité des conditions

Intégrer dans l'ensemble des dispositifs qui régulent l'aménagement du territoire des critères de cohésion sociale (Plan locaux d'urbanisme, Schéma de Cohérence Territoriale, Plan d'Aménagement et de Développement Durable, etc.). L'accès à un cadre de vie de qualité et à des services publics (accès à la mobilité, à la culture, à la santé, etc.) permettant le développement personnel et collectif doit être par ce biais favoriser pour tous.

Repenser la ville comme un espace de construction civilisationnelle : La ville est le lieu des rencontres, des échanges, du développement personnel et collectif. La ville, la cité doit offrir aux citoyens la possibilité de « choisir sa vie » et de subvenir à ces besoins élémentaires. [En lien avec le volet éducation et agriculture], la relocalisation de la production alimentaire sous toutes ses modes et formes de commercialisation (Jardins partagés, AMAP, etc.) est un facteur de réduction des inégalités. De même que les politiques de valorisation et développement de la biodiversité en ville sont un facteur favorisant l'accès à un cadre de vie de qualité pour tous.

Intégrer pleinement les problématiques du monde rural et de l'isolement social dans l'ensemble des réflexions et des politiques de cohésion sociale.

Dans notre région, comment fait-on ? On intègre, l'idée d'aller vers un schéma régional de cohésion sociale. Intégré au SRAT. C'est un des volets du SRAT : la lutte contre les disparités, c'est aussi le volet social du développement durable. On est dans une phase d'étude et d'analyse des politiques régionales, des dynamiques d'exclusion dans la région. Comment chaque politique régionale contribue ou pas à produire de l'égalité ? Je vais prendre un exemple pour illustrer : les plans locaux de développement économique. On a un schéma régional de développement économique, et un plan local de développement économique. En quoi faire du développement économique profite aux populations en recherche d'emploi sur un territoire. Cela veut dire qu'à ce plan il faut adjoindre absolument une efficience qui met en lien les demandeurs d'emploi avec les créations d'emploi consécutives aux moyens que nous avons investis dans le développement économique. De la même manière, on va mettre en place dans ce cadre là une intervention spécifique en direction des publics les plus fragiles dans les quartiers, pour favoriser le développement économique. On appelle cela, avec la Caisse des Dépôts et Consignations, un plan de

développement de l'entrepreneuriat social et économique, on n'a pas encore trouvé le mot exact. Cela va être un des volets du Schéma Régional de Développement Économique. L'idée c'est de donner une cohérence à cette intervention sur chaque politique avec un schéma régional de cohésion sociale. Cela n'existe pas aujourd'hui, car jusqu'à présent c'était l'État qui insufflait les politiques nationales, mais l'État est en recul. Nous on pense qu'on doit continuer à prendre notre destin en mains et de lutter contre les inégalités, c'est un souhait que j'ai porté, en disant qu'il ne fallait pas attendre de l'État, que même en 2012 avec un changement de gouvernement, on peut imaginer qu'il y aura de nouvelles politiques insufflées, mais, nous, dans la région Nord/Pas-de-Calais, on a une ressource, c'est une région qui a toujours innové en la matière, on peut continuer à innover et peut-être inspirer les futures politiques d'État.

La deuxième chose c'est ce qu'a dit Jean-Marc Ben. Il y a de l'ingénierie : il faut inciter les communautés de communes et les communes à changer leur logique, elles jouent un rôle d'animation du territoire sur ces questions de cohésion sociale, et on les incite grâce à l'ingénierie. On a l'appui méthodologique aux communes et aux communautés de communes qui leur donnent les moyens de se doter, souvent lorsqu'elles font cette logique discrétionnaire comme vous l'avez dit, c'est aussi parce qu'elles ne sont pas assez dotées de moyens pour penser un plan. Elles n'ont pas toujours ces moyens, certaines communes n'ont pas de chargé de mission urbain et donc ils ne savent pas, ils font au petit bonheur la chance. Plutôt que de condamner, une des solutions est de les accompagner dans leurs travaux en mettant à leur disposition l'ingénierie de la région.

- Jean-Marc Ben : C'est paradoxal, parce que le désengagement de l'État donne plus d'importance à la Région et heureusement. La Région dit d'accord, c'est la vie des quartiers, mais c'est avec un cahier des charges. A Calais, on voit très bien que cela a du mal à passer.

La dernière chose, c'est le soutien financier pour inciter à une gouvernance locale. L'idée c'est de faire jouer un rôle d'animateur à la Région. Jusqu'à présent j'ai parlé des institutions, je viens du monde associatif, franchement, au début je me disais, je vais soutenir l'éducation populaire, cela va faire un raz de marée de l'empowerment partout. Cela va être génial, on a 8 millions d'euros, on va tout donner à des structures qui vont pouvoir animer le territoire. Le problème c'est qu'on croirait, même s'il y a beaucoup d'acteurs qui crèvent la dalle et qui font des choses formidables, et c'est un vrai souhait de faire en sorte de les aider, mais on se rend compte qu'on n'a pas tant de répondant que cela, qu'il n'y a pas tant d'initiatives que cela. Et puis si les initiatives ne sont soutenues que par la Région, ça ne tient pas, ce n'est pas durable. Il faut un ancrage territorial, il faut que les élus locaux assument leurs responsabilités, qu'ils s'impliquent dans le projet, etc. Il s'agit donc d'une autre gouvernance locale, qui fasse en sorte qu'il y ait une co-élaboration. Oui, ça ne fait que 15 mois que je suis élue, je rêve encore. Je sais que ce n'est pas facile, mais il faut essayer de réfléchir à comment, autour d'une table, ou dans d'autres formules de dialogue entre la société civile organisée, les associations, les citoyens, on peut coproduire cette

réflexion des projets sur la cohésion sociale. Et c'est vraiment crucial parce qu'on se rend compte que parfois on va soutenir les municipalités dans leur projet de développement social urbain durable et, en réalité, cela n'arrive jamais sur le territoire ou très difficilement. C'est vraiment une de mes préoccupations, parce comment on fait pour que cela rencontre les besoins d'un territoire, et c'est tout le problème du décrochage démocratique avec les taux d'abstention record qu'a évoqué Julian Mierzejewski, on a donc un vrai souci de l'implication réelle des citoyens dans ces histoires-là.

C. L'empowerment ou la capacitation citoyenne : le renouveau démocratique au service de la lutte contre les inégalités

Lancer les « Etats Généraux de la résorption des inégalités » dont les objectifs seront :

- 1/ De mettre en débat l'ensemble des politiques publiques de développement économique et urbain au regard de leur apport en matière de réduction des inégalités sociales

- 2/ De soutenir les innovations et expérimentations qui favorisent le développement et la cohésion sociale.

- 3/ Dans une logique de planification, les Etats Généraux devront aboutir à la définition d'un plan de résorption nationale des inégalités sociales et écologiques.

Dans le cadre des « Etats Généraux de la résorption des inégalités », sera proposé la création concertée d'un programme nationale de « Communauté Développement ». Ce programme aura pour objectif de revivifier la mobilisation des habitants dans les quartiers. Dans chaque quartier en difficulté, des animateurs sociopolitiques basés dans des associations locales et agissant en étroite collaboration avec les pouvoirs publics, auraient pour fonction de remobiliser les citoyens sur des actions de revendication pour l'accès aux droits (éducation, santé, culture, emploi, logement, etc.), des initiatives d'autogestion ou des projets locaux de développement économique, social, écologique.

[En lien avec le volet Education] Soutenir massivement la redynamisation de l'éducation populaire : Université Populaire, Education populaire de jeunesse, etc. Dans le cadre des Etats Généraux, les grands réseaux d'éducation populaire seront interpellés afin de contribuer à un redéploiement de l'éducation populaire en direction de la jeunesse des milieux modestes.

Voilà le contexte dans lequel on intervient, on avait envie aujourd'hui de mettre la focale, plus spécifiquement, sur cette question de l'implication des citoyens. On peut avoir une discussion sur ces éléments.

Débat.

Mélanie Vallée : la question qui se pose est : comment fait-on de l'empowerment ? Je ne veux pas provoquer un tremblement de terre, mais je me dis que ça fait 30 ans qu'on fait de la politique de la ville et juste ça ne marche pas ! Est-ce qu'il

ne faut pas qu'on réussisse à réinventer autre chose ? La politique de la ville n'est pas faite que pour nos quartiers. OK il y a moins d'abstention dans d'autres quartiers, mais la vie sociale en France globalement n'existe plus, dans les quartiers c'est très grave parce qu'on atteint des niveaux d'insécurité sociale qui sont créateurs de mal-être et très visibles et qui peuvent être aussi violents, mais c'est le cas dans toute la société. Pour moi, la question est comment est-ce qu'on recrée de la sérénité et du lien social ? C'est un leurre finalement, faire la politique de la ville, c'est pour se faire du bien. J'ai envie de mettre les pieds dans le plat.

Majdouline Sbai : on sort du zonage prioritaire, il n'y a plus de zonage.

Mélanie Vallée : oui, mais quand on parle de politique de la ville.... En 2005, tous les acteurs du monde du travail social, de la politique de la ville, etc, se sont pris un électrochoc, en se disant "ça fait 30 ans que je fais ça et ça mène à ça", pour qu'on sorte à la fin : On va faire un plan banlieue, et on a tout vu, d'abord il ne sort rien de ce plan, en plus un plan banlieue, était-ce là la question ? Je me pose sincèrement la question, liée à cela, comment on a réagi dernièrement au sujet des sorties gouvernementales sur le RSA et les assistés ? On n'a pas été capable de sortir un discours clair, en tous cas je ne l'ai pas entendu. Peut-être certains le portent, mais... C'est la même question, on est tous acteurs. Que l'on soit au RSA ou qu'on ne le soit pas.

Guy Hannebique : j'ai quatre réponses. D'abord, quand on dit ça ne marche pas, c'est dit souvent, mais ce n'est pas si évident que cela. Ça dépend de quel point de vue on se place. Globalement si c'est pour tenir ou essayer de tenir la paix sociale, cela marche à peu près. En 2005, cela a explosé parce qu'il y a eu un affaissement des moyens dramatique, notamment vers tout le tissu associatif, qui a fortement contribué à l'explosion. Ça ne marche pas pour avoir reconstitué une société du bien être et du vivre ensemble, mais ça a marché pour tenir à peu près la paix sociale. Selon le point de vue où on se place, il faut dire que ça ne marche pas et pourquoi. A mon sens, en gros, ça ne marche pas, j'en conviens quand même, pour la politique de la ville, c'est remplir une baignoire trouée. C'est particulièrement vrai dans des villes comme à Roubaix ou à Maubeuge, où de toutes façons le désinvestissement économique et social est si massif que ce n'est pas l'argent qu'on va y mettre qui va permettre... en gros il y aura un peu d'eau au fond de la baignoire, mais on n'arrivera pas à la remplir. Donc je pense que ça vaut la peine de discuter de la question du ghetto et de la mixité. Je suis d'accord pour ne pas disperser les pauvres, je pense qu'il faut s'attacher à disperser les riches. Aujourd'hui, pour rester dans le même système, c'est François Morin, le statisticien, qui avait fait "Le ghetto français", ce sont des statistiques et c'est un peu réducteur, en même temps ce n'est pas inintéressant : je suis dans une ville à Croix où on fait des quartiers sécurisés, chers, ou autre... Les gens des classes moyennes sont allés habiter dans le quartier où il y a des grilles, un chien, un gardien, à l'école privée. Cette dynamique sociale nourrit la ségrégation, je ne parle pas de ghetto mais de ségrégation. Même si le propos de Morin est un peu réducteur, il n'est pas inintéressant de l'avoir en

tête.

En deuxième, les questions des revenus, de l'éducation et de la santé, ce sont des questions centrales, la santé pour l'accès aux soins, l'éducation dans un pays comme la France où sortir par le diplôme est un élément qui est beaucoup plus fort que dans tous les autres pays que j'ai vus en Europe ou hors d'Europe. L'éducation renvoie aussi à la diversité des talents et à la reconnaissance de la diversité des talents, y compris sur le système éducatif sur lequel je travaille un peu, où on reconnaît sur le côté académique et conceptuel mais pas sur le côté inventif, manuel et concret, ce sont des éléments importants. Cela nous renvoie - il y a un atelier sur la fiscalité - je me méfie de la fiscalité dite écologique mais qui est souvent environnementale, parce que cela renvoie aux gens qui disent que c'est confiscatoire, on ne peut pas avoir que cette grille de lecture. Une fiscalité écologique et pas environnementale oui. Mais si comme d'habitude on ramène l'écologique à l'environnemental, y compris sur le carbone, on fait une erreur.

En troisième c'est la place de la forme urbaine, quand on est sur la rénovation urbaine, on dit toujours : c'est parce que ce sont des grands ensembles, elle a son importance mais n'est pas prévalente. Ce qui est prévalent dans des opérations, comme à la gare, on met toutes les grandes familles dans la même cage d'escalier, tous les type II dans la même cage d'escalier... Il y avait l'histoire de l'APL...

Quatrième point, sur la question de la gouvernance locale. Le lien politique, et cela renvoie au premier point, sur la distinction des riches et des pauvres, est plus important que le technique, le technique n'existe pas parfois parce qu'ils ne peuvent pas, mais il y en a beaucoup aussi qui ne se donne pas les moyens. Je vous mets un technicien qui va aider, c'est une dialectique, ça peut aider, mais ce n'est pas la base de la solution, la base de la solution c'est d'abord le lien politique, lien technique s'il y a gouvernance. Et la question de ce que j'appelle l'utilité sociale intrinsèque des moyens qu'on nous donne. C'est-à-dire que la Région ce sont des marchés, des appels d'offre et on exclut pour partie l'associatif, parce qu'on ne prend pas en compte l'utilité sociale intrinsèque des dispositifs. Ce n'est pas pareil de faire venir KPMG ou je ne sais qui, plutôt que Multicité qui est associatif. Certes ce sont des appels d'offre, à la Région nous avons un discours récurrent : "mais vous comprenez, ces associations c'est merdique". C'est merdique, c'est pas professionnel...! Or on lit au travers d'une grille qui n'est pas complète. J'ai été long, mais j'ai donné toutes mes grilles d'analyse, inspiré par un propos super bien parce qu'il replace les choses.

Hamza El Kostiti : Je vais utiliser le dernier point pour faire la transition sur un point. Le risque c'est la libéralisation du travail social. On nous martèle que l'entité privée, professionnelle, rentable est plus efficace : cela a été repris par Fadela Amara. Résultat : il y a une boîte australienne qui est venue à Roubaix et sur la Côte d'Opale pour faire du travail social, car elle avait remporté un marché. Ils étaient rémunérés 2.500 € par placement de jeune. Par moments on arrive à des aberrations. En amont, c'est ce que tu disais

Majdouline et je t'en remercie, nous on doit décloisonner que les écologistes sont les éternels sous-traitants de la question environnementale, sur les questions sociales, pour plein de gens on n'est pas crédibles. Ils nous disent : quel est votre projet social ? Si un écologiste fait un bon score, il prendra le ministère de l'environnement et nous fera pas "chier". Quand il y a des projets extrêmement réfléchis qui peuvent être expérimentés d'un point de vue régional et un jour pouvoir proposer un ministère pour le faire au niveau national, ça permet aux écologistes de dire que sur la question sociale, on est crédible, on a des idées. On a un programme, on a une ingénierie. C'était la première chose que je voulais dire, la deuxième c'est qu'il y a beaucoup de gens qui sont déçus de la politique de la ville, comme tu l'as dit Mélanie, de la première version, des prémices, sous Giscard avec le choc pétrolier, jusqu'à 2005, ça a toujours été de l'argent, des zones de 10.000 habitants, un centre social, 1 million d'euros, 50 millions d'euros pour refaire des routes, ça a été de l'argent donné pour faire du foot en salle, des mamans qui font la cuisine. C'était ça aussi la politique de la ville, une sorte de paix sociale, du grand n'importe quoi. Calmer les gens, les entretenir dans leur pauvreté. Ça c'est complètement révolutionnaire, à partir du moment où tu changes les codes, tu changes les rapports de force, c'est une autre façon de faire de la politique de la ville. Et si Majdouline et l'équipe des écologistes avec la majorité de gauche réussit ce défi d'une nouvelle forme de la politique de la ville au niveau régional et en 2012, des écologistes arrivent dans les ministères pour une nouvelle politique de la ville, on pourra dire voilà les écueils, voilà ce qui a réussi. J'ai vu des sommes d'argent : par exemple à la Bourgogne à Tourcoing où ils ont mis, sur plusieurs années, si je ne me trompe pas, l'équivalent de 50 millions d'euros. Après 10 ans, est-ce que les choses ont vraiment changé ? non. Le quartier est magnifique : on mange par terre, tout est propre, tout est beau, c'est super, il y a une station de métro, il y a une médiathèque, il y a une église qui a été faite par un architecte, design, etc. Mais il y a du trafic d'héroïne, pas de mixité sociale, il y a de l'échec scolaire et 54 % de chômage. Ce sont les limites de la politique de la ville. Je te comprends quand tu dis que les gens n'y croient plus à la politique de la ville, mais cette forme de politique de la ville avec la promotion de l'éducation populaire, la capacitation citoyenne, c'est un nouveau souffle, et ça permet aux écologistes d'être crédibles sur les questions sociales et qu'on ne soit pas les éternels sous-traitants : ceux qui plantent des arbres, qui font la gestion différenciée...

Mélanie Vallée : j'ai commencé mon intervention en disant que je trouvais cela très bien mais je pense qu'il faut, à un moment donné tout remettre en question. La question est : pourquoi on fait des trucs super bien et on n'arrive pas à être audibles, on n'arrive pas à transformer la façon de voir les choses ? Je rejoins Guy sur pas mal de choses qu'il dit, mais je me pose vraiment la question sur comment est-ce qu'on fait pour le porter clairement pour 2012 et pour continuer à porter localement. C'est pas si simple que cela.

Thérèse Kozlowski : Juste une toute petite phrase pour soutenir ce que vient de dire Mélanie. Je pense que c'est ce qu'arrive à très bien faire Marine Le Pen. Elle

arrive à faire passer dans le grand public des idées qui sont complètement démagogiques. Et nous on n'arrive pas à faire passer nos idées qui sont vraiment révolutionnaires, beaucoup plus que les siennes. C'est un point vraiment important pour moi.

Lise Daleux : justement par rapport à ça, ce sont des déclarations de bonnes intentions. Ce que tu as décliné est très intéressant au niveau d'une façon de l'ingénierie qu'on pourrait appliquer à une façon de voir autrement les choses. Je partage aussi avec toi le fait que, on l'a dit et redit, la politique de la ville, elle a 30 ans. Ce n'est pas maintenant qu'on se rend compte de ses limites. C'est pas magique et ça ne peut jamais être magique, mais avec ce qu'on pourra peut-être décliner, je suis désolée on ne résout pas comme cela les choses. Simplement, je me permettrais de revenir sur les années 80. A ce moment-là, le politique pariait sur l'innovation sociale, sur le secteur éducatif, les mouvements d'éducation populaire, il y avait une confiance qui était donnée finalement aux gens dans les quartiers qui agissaient à l'échelle de micro-territoires et finalement, au fil du temps, au long de ces trente années, il y a eu une récupération du politique de cette dimension d'action sociale, ou de cohésion sociale, je ne sais pas comment on peut l'appeler, du rapport à l'autre on va dire, et maintenant c'est l'institution qui dit savoir et passe la commande et tout cela au prisme de la nécessité existentielle de l'écu. Je le fais à gros traits, mais finalement on a des acteurs locaux qui sont complètement verrouillés dans une commande institutionnelle. C'est terrible. Quelque part tu le fais apparaître aussi, mais il faut se le rappeler. Il y a des choses qui existaient il y a trente ans et qui étaient un peu magiques quand même, et les choses se résolvaient quand même. Il faut aussi y revenir.

Enzo Pourtreniez : moi c'était pour soutenir le propos d'Hamza tout à l'heure. Un petit bémol : je ne suis pas sûr qu'on ait fait de la politique de la ville pendant 30 ans, on a fait de la politique de rénovation urbaine, et comme il disait, on a fait de beaux trottoirs, on a refait les façades des immeubles, et on a fait des stations de métro et des centres sociaux. Pour moi, la politique de LA ville, c'est autre chose que la rénovation du tissu urbain. C'est cela qu'on prône avec beaucoup plus de transversalité, avec beaucoup plus de liens. C'est pour cela qu'on a un souci. Que ce soit la droite ou les socialistes, ils raisonnent par thématique, où chaque adjoint a sa petite thématique, un est à l'urbanisme, un au logement, un à la politique culturelle. Or la politique de la ville, c'est tout cela ensemble. Plus que donner de l'argent à ces quartiers là, il faut travailler en transversalité. Tout à l'heure tu parlais de ghettos, moi, aujourd'hui, sur Lille métropole, comme ghetto, je ne vois que Croix et à Paris, je ne vois que la Villa Montmorency. Les ghettos, ce n'est pas Roubaix. Roubaix on peut y entrer, dialoguer avec n'importe qui, il y a du lien social extrêmement fort. Il y a une pauvreté qui est juste une pauvreté économique, elle n'est ni sociale, ni culturelle. Contrairement à une ville comme Croix où on est barricadé, il y a un repli sur soi terrible, il y a une volonté de se préserver, c'est très fantasmé. Il faut complètement se débarrasser du terme de "ghetto", à part les ghettos riches, je n'en vois pas. En France, clairement, on a quelques ghettos de riches, on n'a pas de ghetto de pauvres ! Le seul

ghetto qu'on pourrait voir à New York, c'est le Bronx, et encore, ça va mieux. Rien en France ne ressemble au Bronx. Donc c'est un terme qu'il faut réussir à faire exploser. Quand on aura déjà du point de vue du langage fait exploser ce genre de choses, on aura avancé. On arrêtera la stigmatisation de ces quartiers-là qui ont une vraie richesse culturelle, sociale. Je préfère largement me balader à Roubaix qu'à Croix. De très très loin. On peut discuter avec les gens, c'est vivant. C'est sans commune mesure d'une station métro à l'autre. Au niveau de la politique de la ville, il faut réussir à sortir de tous ces plans banlieue, ces plans de rénovation urbaine, ces créations de villes nouvelles, de toutes ces conneries qu'on a pu faire et qui se sont même accentuées depuis qu'on a créé le Ministère de la Ville avec Delebarre et Tapie. Il faut plus miser sur des politiques culturelles, de soutien et au niveau de l'économie, plus de l'économie sociale et solidaire qui correspond à ces quartiers-là. Le fait de donner de l'argent, c'est se mettre dans un paradigme qu'en tant qu'écologiste je dénonce, ce n'est pas avec plus d'argent qu'on va faire mieux, il me semble. Les fondements de notre pensée écologiste auraient tendance à s'effondrer. C'est ce que je voulais mettre en avant.

Christiane Bouchard : revenir sur les deux derniers points. Du point de vue du politique, comment on incite à une gouvernance locale, même si les financements ne sont pas tout, c'est quand même aussi une porte d'entrée pour permettre de mener un certain nombre d'actions dans la durée. Il faut effectivement arriver à sortir, et Guy l'a dit, sur la notion d'utilité sociale, il faut arriver aussi à penser le rapport aux associations autrement. Le côté de la subvention au coup par coup met en dépendance un certain nombre de projets. Il faut arriver à faire reconnaître que la subvention, c'est une compensation qu'on apporte par rapport à une utilité sociale. Il faut arriver à s'inscrire dans une contractualisation pluri-annuelle dans un certain nombre d'actions qui sont à mener. Cela permet aussi à l'innovation citoyenne de se repositionner comme étant au cœur de l'action qui est à mener, et que cette reconnaissance demande aussi du point de vue du politique du temps. C'est quelque chose qu'on a beaucoup de mal à prendre en compte, parce que les gens sont englués dans des mandats qui durent x années. Il faut qu'on se repositionne dans une logique complètement différente et qu'on fasse reconnaître aujourd'hui l'utilité sociale. On essaye de le faire au niveau national, comme cela a été fait sur les politiques d'insertion. Aujourd'hui, cette reconnaissance existe. Il faut qu'on y arrive sur l'utilité sociale dans les temps qui viennent. Tu citais l'exemple de ce qui va être mis en place, pour montrer que dans la transformation ce n'est pas aussi simple que cela, notamment de l'accord que passe la Région avec la Caisse des Dépôts, je ne suis pas non plus d'accord dans la manière dont ça se mène. C'est mené par Pierre de Saintignon avec sa logique et son côté bulldozer qui vient en disant : «je mets des boulangerie dans tous les quartiers "politique de la ville", je vais créer des centaines d'emploi». Nous, à côté de cela, depuis des années, on travaille avec les habitants en proximité pour faire de l'économie de proximité. Je le donne à titre d'exemple parce que c'est quelque chose qui m'insupporte assez. Là aussi, on est complètement en décalage avec des moyens qui ne sont pas

les mêmes. Encore une fois, on arrive avec une force de frappe, une économie capitaliste, qu'on va disséminer sur tous les quartiers. Il faut voir aussi comment nous on peut avoir un rapport de force, un peu différent.

Hamza El Kostiti : j'ai été très frustré pendant les régionales, c'est qu'on a fait campagne pour la présidence de la Région. Les Verts Europe Ecologie veulent prendre la présidence de la région pour la transformation écologique, notamment sur cet aspect. Et quand il y a eu les négociations pour les vice-présidences, j'ai vu un manque de confiance chez les écologistes qui avaient peur de certaines vices-présidences dont celle de Saintignon. J'ai eu les boules quand j'ai su qu'il avait récupéré l'équivalent de 700 millions d'euros. Je voulais juste exprimer cela : on a un manque de confiance en nous sur ce qu'on défend. Mais Majdouline y croit.

Xavier Hardy : ma réflexion rejoint tout ce qui vient d'être dit. Le terme "politique de la ville" paraît complètement dépassé, il y a un autre terme sur lequel il est plus intéressant de travailler c'est la "cohésion sociale", apparu plusieurs fois dans le power point. Tu vois : une politique de cohésion sociale c'est quoi ? Ça m'intéresse d'essayer d'écrire... Il y a un thème qui m'intéresse depuis toujours : Guy, ce que tu disais tout à l'heure, les riches et les pauvres. Je vais faire mon grand idéaliste : moi j'en ai marre qu'il y ait des riches et des pauvres. Quand on parle de cohésion sociale, je trouve que les partis politiques en général, peut-être un peu moins Europe-Ecologie que les autres mais quand même, on n'a pas assez de réflexions sur les écarts de revenus acceptables. Dans les années 70, en Albanie, l'écart était de 1 à 3, et on défendait ça mordicus, c'était il y a très longtemps et je reconnais que c'était un peu fort. Ça a complètement disparu. J'ai halluciné l'autre jour sur la droite qui proposait après tous les scandales des stock-options ou des parachutes dorés, de plafonner à 1000 fois le smic. Ils trouvaient cela extraordinaire comme effort. J'ai pas entendu spécialement la gauche intervenir, sauf depuis quelque temps, je pense que c'est Eva Joly qui en a parlé il n'y a pas très longtemps. Je trouve que ce thème, on n'ose pas le porter, on a peur de faire un retour aux pays de l'Est, alors qu'il y a vrai problème d'écart entre les revenus à tous les niveaux. Y compris dans les administrations publiques, dans les mairies, au conseil régional, dans les entreprises, il y a des écarts de salaires qui me choquent. Je pense qu'il y a vraiment un problème parce que c'est cela qui génère le reste. Bien entendu dans les quartiers (je travaille dans une asso, je suis directeur, à Mons Villeneuve d'Ascq), je vois bien les populations, et même ceux qui travaillent. Majdouline le disait, les classes moyennes s'appauvrissent, se précarisent. Alors évidemment, on ne va pas régler cela dans un quartier, c'est vraiment une politique nationale qui va être portée. Dans nos programmes, on ne réfléchit pas à ça, on met une phrase : il y a le salaire minimum et le salaire maximum, on va plafonner. Evidemment, il n'y a pas d'autre moyen de taper sur les impôts, c'est le taux d'imposition. Dans ma famille où il y a beaucoup de gens de droite, je choque régulièrement, je leur dit au-dessus de 4000 euros, je prends tout. 100 % d'imposition. Point barre. Je ne sais pas du tout, parce que je n'ai pas de réflexion, donc je provoque. On n'est pas assez dans cette réflexion au

niveau national. Sinon, on aurait toujours des gens qui ont très peu de ronds et des gens qui en ont beaucoup. On ne demandera jamais au mec qui a les moyens de se faire construire une maison à je ne sais combien de milliers d'euros d'aller la construire au bas de la tour des pins à Villeneuve d'Ascq. Tant qu'on n'aura pas attaqué cela, mais ce n'est pas la même échelle géographique et pas dans la même durée, on ne peut pas faire cela en une mandature. Mais au moins donnons-nous la réflexion. L'urbanisme, je trouve que l'Agence Nationale de Rénovation Urbaine, c'est pas mal quand même ce qui est fait, il y a de gros moyens qui sont mis, il y a du potentiel. C'est complètement insuffisant sur certains aspects. Mais ce truc-là il faut le garder. Après, à chaque maire, à chaque collectivité de s'en emparer. En attendant que cela évolue, l'urbanisme qui pourrait rouler plus vite, sur le lien social. Je ne crois pas du tout à développer des emplois dans les quartiers pour les gens qui habitent les quartiers. On ne peut pas empêcher quelqu'un de travailler dans son quartier, mais ce n'est pas l'objectif. Par contre, que l'on développe des activités économiques dans les quartiers sous toutes sortes de formes y compris celles que Christiane développe depuis des années, ce qui doit être fait dans le quartier, par le lien social... Je pense que le programme d'Europe-Ecologie, on en discutait avec Malik, doit refaire des propositions d'initiative citoyenne qui répondent au réel besoin : le lien social ne tient que s'il répond à un besoin des populations. Par exemple des activités sportives jusque 22 h à Villeneuve d'Ascq, c'est un réel besoin.

Enzo Poultreniez : super rapide. Tu parlais tout à l'heure des inégalités de revenus, il ne faut surtout pas oublier que ce qui fait la plus grosse inégalité c'est le patrimoine. Notamment, en ce qui concerne la politique de la ville, c'est sur cela qu'il faut insister, les mettre en premier, plus que les inégalités de revenus.

Laure Olivier : juste une réaction pour une ouverture sur la suite de la discussion. On met de l'argent, je suis tout à fait d'accord pour dire que ça ne suffit pas. Je pense qu'il y a des choses essentielles : habiter dans un logement digne, dans un quartier où on se sent reconnu aussi comme un habitant qui a les mêmes droits que les autres d'avoir un cadre de vie agréable. Il y a des bâtiments où le bruit passe du bas en haut du bâtiment, il faut aussi agir là-dessus car cela permet de vivre dans des conditions dignes. Par rapport à la question de l'autre gouvernance et la capacitation citoyenne, je me demande si on ne peut pas travailler sur la mobilité et j'aimerais avoir la réaction d'un acteur de terrain sur cette question là. Je pense mobilité : il y a l'aspect dur, d'avoir les moyens de se déplacer, mais aussi la mobilité dans la tête. Comment on imagine, comment on a les moyens culturels de se déplacer, comment on se projette pour aller faire ses études ou aller habiter ailleurs. Ce que j'ai pu en voir, dans le Pas-de-Calais, il y a quand même de vraies questions pour des personnes qui n'étaient quasiment jamais sorties de leur quartier, des enfants qui n'étaient jamais aller à la mer, alors qu'on est dans un département avec la mer. Je pense que c'est un frein à l'empowerment. La question de la mobilité me semble assez essentielle. Par exemple, j'ai été assez frustrée de voir que sur la rénovation, il n'y avait rien, zéro là-dessus,

et même sur les infrastructures de transport.

Christian Delacour : Tout a une utilité, même un cours de cuisine ou du foot en salle, enfin pour moi. C'est hyper important, parce que là, les gens se rencontrent, discutent et on peut les écouter. J'ai pas de solution, je suis nouveau dans le métier, cela ne fait que deux ans que je préside un centre social. Je me suis amusé un jour, suite aux élections au conseil régional, mon maire s'était ému d'abord du taux d'abstention, du fort taux du vote FN, c'est pas possible. Pourquoi on n'écouterait pas les gens ? J'ai organisé, mais je n'étais pas seul, on est une équipe, une réunion avec les gens d'un quartier. Ce quartier porte un nom symbolique : Léon Blum. C'est un quartier d'immeubles et on a réuni les gens autour d'une table. On n'a pas fait d'exposé, on n'a pas fait de power point parce que c'est des gens qui parlent simplement. On a intérêt à les écouter, à parler le même langage qu'eux et c'était très enrichissant. Je ne sais plus qui a dit que le politique essaie de se justifier, et c'est vrai il n'a pas tout à fait tort. On se dit qu'il y a un écart de plus en plus important entre les gens, les gens de ces quartiers, et les politiques. J'ai soulevé des polémiques, parce que quand j'ai dit à mon maire que je voulais écouter les habitants, étant le seul Vert du conseil municipal, tout de suite il a vu une hégémonie, il pense déjà à dans trois ans, donc j'ai été affublé d'un conseiller socialiste, avec qui je m'entends très bien, mais j'étais surveillé quand même. On parlait de la politique de la ville on se demandait ça a marché, ça n'a pas marché ? Ce que je me demande s'il ne faut pas recommencer à écouter les gens de manière basique. On a eu des réponses très intéressantes. Déjà, il n'y a pas de boulot. Si les gens n'ont pas de travail, il n'y a pas d'horizon. Les jeunes pareil, il n'y a pas d'ascenseur social. Il y a des jeunes qui ont fait des études, les jeunes des quartiers ce n'est pas que des boeufs. Loin de là. Il y a des jeunes très intelligents, mais ils viennent de ces quartiers. Ils sont estampillés. Le mec qui veut sortir de son quartier pour trouver un travail là où il y a des entreprises, ce n'est pas évident pour lui. On est stigmatisé par son origine. C'est ce que je voulais dire : les centres sociaux auxquels j'ai la chance d'appartenir, font du travail de terrain. Je le revendique haut et fort. Il faut être sur le terrain, il faut que les services publics regagnent le terrain aussi. On se rend compte qu'il y a des zones où il n'y a plus de service public et c'est important. Et les travailleurs sociaux. Il faut qu'on soit au plus près des gens.

Malik Ifri : rapidement. La réflexion est riche. Je suis un pur produit de la politique de la ville, donc dire que ça n'a pas marché... Je suis désolé, cela a eu des résultats, et je ne suis pas le seul. Ça a généré toute une jeunesse qui s'est investie. Evidemment, d'après ses propres outils, sa propre mobilisation pour être entendue et faire fléchir les politiques. C'est à ça que j'ai envie de continuer à œuvrer, c'est ça me semble-t-il qu'il nous manque. La politique de la ville a eu le mérite d'avoir une approche transversale sur 7 ministères à l'époque (de mémoire). Quand on parle d'intervention globale, faut-il encore qu'on réussisse à mettre autour de la table les différents portefeuilles qui peuvent mener à la transformation. D'ailleurs, de Saintignon rate à chaque fois les enveloppes. Je trouve que ça a eu ce mérite-là. Il y a eu un tas de

projets totalement novateurs, l'économie sociale et solidaire, les fonds communs de placement à risque destinés à des actions spécifiques, les inscriptions dans les mouvements citoyens de jeunes. Tout cela est venu grâce à ce regard du politique, le politique avait un regard un peu différent sur les citoyens. Les citoyens eux-mêmes l'ont forcé à les regarder différemment. Cela doit être un de nos objectifs principaux : faire en sorte que le politique regarde le citoyen différemment et l'entende différemment. Cela passe par des outils, la Région en a quelques un à sa disposition, mais cela passe aussi par une vraie présence de terrain et en pensant que les gens sont pas forcément tous des idiots, ils ont des choses à dire. C'est aussi accompagner ce que les gens ont à dire, dans la limite du champ de compétences de chacun. Il faut accompagner cette dynamique, certains outils sont en Région et d'autres ailleurs. Je crois que c'est comme cela qu'on réussira à ré-exister dans les lieux où il est important de mettre de la cohésion sociale. J'ai l'impression que nous, les écolos, on est plutôt perçus comme des vrais penseurs quant au bien-être des autres, sans vraiment vivre leurs difficultés, hors sol... Tout à l'heure, je disais à Lise, l'atelier sur l'agriculture est rempli : ça c'est des écolos, c'était une boutade. On est dans ce schéma de pensée, c'est le fruit de l'écologie, de notre histoire. On a aussi une histoire, en tous cas c'est la mienne qui vient de milieu populaire, je suis un pur produit de l'éducation populaire, j'ai eu une formation dans les facs Lagrange dans les années 80. Ces outils-là marchent, il faut les accompagner, il faut leur donner des moyens, il faut y croire. C'est sur des moyen et long termes. Il ne faut pas croire qu'on va bouleverser les choses et la société en un jour, il faut de la présence, et il ne faut jamais oublier qu'il faut du temps pour transformer une société.

Guy Hannebique : L'intérêt c'est écouter et sortir les gens de leur proximité. Ce qui se passe autour des "Quartiers d'été" ou des Fonds de Participation des Habitants, c'est en gros, les habitants d'Ostricourt parlent à ceux de Boulogne et à ceux de Valenciennes, il y a ces moments d'échange qui sont importants, notamment dans une région où il y a un très fort cloisonnement local. Dans le bassin minier c'est plus fort, mais c'est vrai à Equihen, on ne connaît pas forcément ce qui se passe au Portel.

Mélanie Vallée : Moi, Malik, je suis comme toi. Je suis un produit des quartiers populaires. Je suis désolée, si c'est ça qu'on appelle, après quand on voit les directeurs qui font les fiers d'avoir mis en place des passerelles, patati, patata, c'est bien beau. Sauf que je n'estime pas être... il se trouve que j'ai habité en HLM et que j'étais dans une ZEP. Dans les statistiques, je suis le fruit de la réussite des quartiers, mais c'est n'importe quoi... Mes parents... Il faut se reposer la question, moi je suis le fruit de la mixité sociale des quartiers. Je ne suis pas le fruit de la réussite de la politique de la ville. Du coup, on nous fait croire à un leurre. Quand sciences-po est tout content de dire gnin, gnin, gnin... je fais des places pour les meilleurs élèves de ZEP ou de ce que ça s'appelle maintenant. Dans ma promo de sciences-po, il y avait un gars qui était effectivement l'exception qui confirme la règle. Le mec venait d'un quartier, et ils n'osaient même pas dire à ses potes qu'il était à sciences-

po. C'est ça la réalité.

Majdouline Sbai : Juste 5 points. On ne parle plus de politique de la ville, je n'utilise pas ce mot, à part pour y faire référence, l'idée est bien d'en sortir, on ne parle pas du passé. L'héritage, il est ce qu'il est. C'est changer de paradigme, puisqu'on est bien dans les politiques de transition, nous les écolos, comment fait-on de la transition ? on assure la transition par rapport à un autre modèle de société qu'on veut promouvoir, en faisant de la cohésion sociale. Et je rejoins ce qu'a dit Xavier, il faut définir ce que cela veut dire, précisément. Parce que souvent, on l'évoque comme quelque chose de générique, on est capable de dire ce que n'est pas la cohésion sociale, c'est-à-dire du rattrapage, de la pyramide, de la compétition... mais on n'a pas forcément aujourd'hui défini ce que cela voulait dire. Deuxième chose, sur le ghetto, j'ai les mêmes références que toi, Guy, je n'ai pas besoin d'en dire plus, mais c'est important, sur les clichés classiques, sur le cliché moins classique de Morin, on l'a d'ailleurs travaillé à l'Université populaire. Sur la mobilité, comment les schémas, par exemple le plan de déplacement urbain dans Lille Métropole, et je me suis battue avec le Collectif de l'Union pour que ce soit le cas au moins sur une partie du territoire roubaisien, on voit les indicateurs de mobilité, tous modes de transport confondus, pour que ceux qui se déplacent moins puissent avoir plus. La politique de redynamisation du réseau de bus doit contribuer à cela. Il y a aussi une expression très importante en termes de participation des habitants, parce que la mobilité dépend souvent de l'expertise des usagers. On se rend compte que l'accessibilité des modes de transport, malgré tous les investissements, n'est pas forcément opérante, parce qu'en termes d'usage quotidien des gens ce n'est pas en adéquation. Troisième chose, c'est sur l'innovation sociale. Oui, oui, mille fois oui. Je viens de là, donc pour moi.. L'échelon régional est super, parce que c'est un échelon de projet, et moins bien parce qu'on la souveraineté des élus locaux, et c'est normal, ils sont élus, donc on ne soutient pas de projets indépendamment des volontés locales. L'astuce, et c'est pour cela que Julian est là, ce sont les Universités populaires, avec un réseau régional et une politique d'éducation populaire qui visite l'échelon régional. Par exemple, j'essaye de soutenir, avec d'autres, un réseau régional de l'habitat coopératif, qui est une autre façon d'habiter et tous ces outils de forces militantes, d'innovation sociale, à l'échelon régional on peut les promouvoir, comme on promeut aussi d'autres choses. On a aussi des outils locaux, Guy l'a dit, FPH... l'idée c'est de les consolider. Dernière chose, économie culture, je suis tout à fait d'accord avec Christiane, j'en suis consciente, ce que tu décris, c'est la pure vérité. Sur chaque politique régionale, on puisse... Parce que c'est pas gagné. Aller voir les élus régionaux et leur dire : "vous allez faire l'égalité des conditions, c'est génial". On essaie d'avancer avec quelques exemples de politiques qui veulent jouer le jeu, réfléchir à ces questions. On fait un schéma régional de la cohésion sociale et ça implique toutes les politiques. On avance comme cela, en étant conscient que ce qu'on fait est imparfait et que ce qui est important, c'est le message. J'en reviens au début : j'ai dit égalité des conditions, Jean Gadrey. Il dit, dans ses travaux et ses

essais, que la gauche a renoncé à se battre pour l'égalité des conditions, et à lutter contre les inégalités. Le message qu'on adresse à ces politiques, est : ne renonçons pas ! C'est cela le message, même si c'est imparfait. Je sais bien que dans les lieux où on est élu, où on est militant, on le fait. C'est aussi de passer un message qu'il n'y a pas que des politiques régaliennes qui font bien pour les gens qui vont bien et des politiques à part. C'est un peu un idéal, une sorte de message universel qui décloisonne, qui déstigmatise, qui sort de la géographie prioritaire. Dans nos échanges, c'était vraiment intéressant, car on cherche la contradiction, les questionnements. Il faut secouer le cocotier. J'aimerais bien qu'on puisse continuer à y travailler. En plus, on a des exemples locaux qui naissent et donnent de l'espoir, comme l'Université populaire de Grande-Synthe, ce que va nous expliquer Julian.

Julian Mierzejewski : Mon idée n'est pas de vous faire un exposé très exhaustif de ce qu'on fait. J'aimerais partir des réflexions qui ont été faites. Je pense quand même que la politique de la ville demande à être interrogée, notamment dans les concepts qu'elle charrie : cohésion sociale, citoyenneté, lien social. Je n'ai pas énormément de temps, mais ces concepts sont aussi problématiques. Parler de cohésion sociale à un moment où toutes les raisons objectives dans les quartiers populaires poussent à la révolte, à la colère, cela peut être problématique. Dans le meilleur des cas, nous en tant qu'acteurs (animateurs socio-culturels, élus), on est contraint à l'accompagnement et à la réparation et dans le pire des cas, c'est un travail d'apaisement social. La réponse est de renouer avec la transformation sociale. Ça a été évoqué dans les débats : comment raccrocher les habitants des quartiers à la transformation sociale et notamment écologique ? On a parlé de réflexions un peu "hors sol", en évoquant l'agriculture, je pense que finalement il faut avoir confiance en cela, cela peut être des voix pour raccrocher les quartiers populaires, l'alimentation, l'agriculture sont des choses qui peuvent être portées. Depuis un peu moins d'un an, j'ai été recruté par la ville de Grande-Synthe, pour mettre en place l'Université Populaire, c'est une commande politique. C'est un peu particulier par rapport aux autres qui sont généralement associatif. Il y a eu une commande politique sur un diagnostic très général sur les élus qui font le constat attristé de la chute du militantisme, à la fois syndical, politique, associatif. Comment renouer avec une participation des habitants plus complète ? Avec toutes les ambivalences qu'on peut avoir avec la participation, qui peut aussi être un concept d'apaisement social. Diffuser le sentiment de participation fait partie de la cohésion sociale. Par contre, une participation vraie, qui reste à définir, peut poser des problèmes aux élus, quelles que soient leur générosité et leur confiance dans l'intelligence collective. Voilà donc une réflexion assez générale. On est partis sur plusieurs pistes. Je peux vous donner une définition de l'éducation populaire, à laquelle je me rattache. L'éducation populaire se base sur une réappropriation collective du champ politique par la participation, cela touche au vote mais aussi à la codécision, à la co-élaboration des politiques publiques, sur l'interrogation des évidences. Je parlais des concepts, c'est intéressant de les interroger, notamment avec les citoyens. Il faut se nettoyer

l'esprit de la langue de bois qu'on manipule tous, à notre corps défendant, notamment pour remplir des dossiers de subventions (c'est du vécu) et la reconquête d'une pensée critique aussi, avec une finalité qui est celle de la transformation sociale. C'est bien la spécificité de l'éducation populaire, ce n'est pas de l'accompagnement, c'est une éducation politique, c'est l'idée que la citoyenneté c'est la participation au conflit social, que la démocratie est un compromis entre différents intérêts qui entrent en conflit et on arrive à un compromis, chaque fois remis en cause. Là aussi, sur la démocratie, il y aurait des choses à dire, en termes de captation de pouvoir, oligarchie, ce que le peuple peut décider, la démocratie délégataire, c'est un peu large à énoncer. Donc, interroger les concepts, diffuser les savoirs critiques. À Grande-Synthe, on est parti, et ce n'est pas le plus compliqué, sur une forme assez classique qu'on retrouve dans les milieux d'éducation populaire. Programmation de rencontres-débats avec les chercheurs intéressants qui dévoilent un peu ce qui est dans les logiques sociales et plus ou moins caché, voilé par une certaine idéologie, qui questionnent les problématiques contemporaines politiques, économiques, sociales et écologiques, avec l'idée que l'accès à ces savoirs qui ne sont pas dans les médias, peuvent aider à reconstruire un discours, une critique sociale. Les ambiguïtés des rencontres-débats, c'est qu'on touche souvent un public convaincu. Autre point : comment faire pour que cette éducation soit "populaire" ? Qu'elle s'adresse aux catégories de population qui sont les plus touchées par les logiques qu'on dénonce. On s'est dit qu'on pourrait développer des actions qui seraient abordables, concrètes et qui répondent à des enjeux quotidiens. C'est la précarité des vies, l'enfermement dans les problématiques quotidiennes qui font que les gens ont du mal à s'impliquer dans un projet de transformation sociale, de critique sociale. On est parti sur un projet d'agriculture urbaine : je suis allé visiter avec des Grande-Synthois des choses qui se sont mises en place à Sevran (j'y étais le jour où il y a eu la fusillade), des jardins en pied d'immeuble. Avec l'idée que les gens ne profitent pas simplement d'un cadre de vie, à Grande-Synthe c'est pas mal, c'est la capitale française de la biodiversité avec une politique ancienne sur les espaces verts, mais que les gens puissent saisir ce cadre de vie, se l'approprier et en profiter. S'il y a du lien social qui se fait tant mieux, mais on part de quelque chose qui parle aux gens, quelque chose de concret, abordable, avec un effet immédiat. Il y a une dimension de regagner leur confiance, parce qu'il y a beaucoup de défiance à l'égard des acteurs institutionnels. Partir sur quelque chose qui leur parle et qui pourra leur parler immédiatement nous a semblé une stratégie qui pouvait payer. Outre les jardins en pied d'immeuble, on met en place avec des bénévoles, pour la plupart à la retraite, une activité d'écrivain public : pour répondre à des besoins quotidiens, des difficultés administratives. Avec là une ambivalence, un travail d'équipe d'écrivain public, qui devait penser leur activité dans le cadre général de l'Université populaire, c'est-à-dire de ne pas enfermer les gens dans une logique d'aide et que cette pratique d'écrivain public soit un support pour une mobilisation collective : c'est-à-dire pour dire aux gens que les situations individuelles qu'ils rencontrent sont aussi des situations

collectives. Comment y réfléchir ensemble ? Comment y répondre ? L'ambiguïté est aussi la suivante : on répond à une certaine forme de violence administrative, c'est une violence pour les gens qui y sont confrontés, par exemple radiation pôle emploi, remplir des fichiers où on demande de plus en plus de renseignement, on demande au citoyen de donner des gages, donc on répond à cette violence, mais comment faire pour la contester ? On n'a pas les réponses à tout, on espère les trouver avec les gens en réfléchissant.

Majdouline Sbaï : ce qui est intéressant aussi, c'est que finalement l'Université populaire de Grande-Synthe accompagne les transformations politiques, les transitions qui sont proposées par la municipalité, les débats qui sont organisés sont connectés aux politiques publiques de la municipalité.

Julian Mierzejewski : tout cela s'est fait avec un collectif de création de l'Université populaire, c'est un collectif qui ne pose pas d'exclusion, il n'y a pas d'exclusion des élus qui veulent venir, ni pour les citoyens, ni pour les cadres associatifs. L'idée de l'université populaire qui est intéressante c'est ce cadre-là.

Lise Daleux : c'est promu par qui ? Ce collectif est à l'initiative de qui ?

Julian Mierzejewski : C'est une structure ville. De cette rencontre entre citoyens, élus, cadres associatifs, il puisse naître des choses et négocier avec les élus la prise en mains de dossiers un peu importants sur la ville. On s'est intéressé à des démarches qui se sont faites ailleurs, et cette réflexion a débouché sur l'initiative de villes en transition, qui nous paraissent des initiatives intéressantes. Partir sur une idée de pragmatisme radical : le constat est un constat purement écologiste. La radicalité c'est dire qu'il y a le changement climatique, plus la fin du pétrole qui imposent des transformations sociales, sinon les transformations seront catastrophiques et on ne pourra pas y répondre. Comment dans une ville, dans un quartier, mobiliser les habitants là-dessus et faire prendre conscience de ces enjeux ? A partir de ces enjeux entamer un processus de création et de propositions qui y répondent. Les jardins, c'est totalement. Au sujet de l'économie sociale et solidaire, il y a beaucoup de choses dont on a discuté, notamment on a eu vent (c'est cas de le dire) d'une initiative belge à Vandouillet (?), vous devez connaître. C'est une coopérative de citoyens qui regroupe, dans une commune de 3000 habitants, en Belgique, en Wallonie, des élus, des citoyens, des entreprises locales, avec le but de produire eux-mêmes leur énergie, leur électricité. Donc avec de l'éolien, du photovoltaïque, etc. Je ne rentre pas dans les détails. Cette commune est devenue autonome et est à énergie positive. En plus, cette commune, ces coopérateurs produisent de l'énergie et la revendent. Donc les coopérateurs, y compris des gens qui ont de petites parts, touchent des dividendes. C'est plafonné, en Belgique ce n'est pas plus de 6 % de retour sur investissement. Je pense que ces démarches là, qui sont des démarches concrètes et qui sont des démarches positives car on se réapproprie les moyens de contrôler son existence, de créer de l'autonomie, ce sont des démarches qui doivent être enclenchées et qui demandent

l'adhésion des élus et c'est compliqué sur ces dossiers-là : accepter de lâcher un peu de lest, accepter d'en discuter avec les habitants, c'est vraiment aussi de l'éducation populaire, parce que c'est une participation politique effective. Les gens prennent confiance en eux, apprennent des choses, apprennent sur eux, mais deviennent aussi des experts. On n'y est pas encore, on commence le processus : l'énergie, l'alimentation font partie de la réflexion des villes en transition. Par exemple l'agriculture péri-urbaine, la relation avec la ruralité autour et les paysans, sont des sujets qui peuvent intéresser les habitants des quartiers populaires, pour leur approvisionnement. Il y a aussi une prise de conscience en tant que consommateur bien sûr, mais aussi une prise de conscience sur l'intérêt d'une rencontre avec les paysans sur les problématiques qu'ils subissent actuellement, sur les enjeux écologiques, etc. On essaye de poser tout cela.

Majdouline Sbaï : A chaque fois, avec un lien avec la mise en débat...

Julian Mierzejewski : Oui, à chaque fois, une programmation de conférences et on espère faire venir, petit à petit, les gens qui sont déjà engagés sur les jardins populaires et aussi les choses qui s'imbriquent.

Hamza El Kostiti : j'ai une question, c'est un peu insolite. Mais le dispositif, puisqu'il est municipal, quelle est la place qui est laissée à la critique politique de la politique de la ville ?

Julian Mierzejewski : En fait, il y a une place pour la critique. Simplement, la seule ligne de crête, c'est que cela ne doit pas se transformer en opposition au Maire. Pour les dossiers étudiés, il y a quand même une validation politique. On a la chance d'avoir un maire qui, bien qu'il soit socialiste, est largement engagé dans ces processus-là. On passe à 100 % des cantines bio en septembre !

Xavier Hardy (?) : je voulais juste rassurer au sujet des expériences belges de coopérative de production d'énergie renouvelable, ils sont venus à Lille, dans le cadre de conférences organisées par Virage Energie.

Majdouline Sbaï : pour revenir sur la question d'Hamza, puisqu'on a une autre expérience des universités populaires, le problème est que c'est un lieu de débat sur les politiques publiques ou sur des sujets politiques, le lien entre le débat et les prises de décisions politiques pose problème. Tout le combat des Universités populaires indépendantes, soit elle se rattache aux universités et elle produit des savoirs qui vont alimenter eux-mêmes les politiques, soit elles mènent des projets de recherche-action, des espaces de débats où elles produisent des propositions au politique, mais qui ne sont pas forcément appropriées. On a une autre expérience-là, qui montre, finalement, peut-être, que le fait qu'il y ait un projet direct entre le projet municipal, même s'il y a un espace de délibérations entre deux, ça permet quand même d'accompagner par de l'appropriation du débat avec les citoyens, et des débats de plus en plus élaborés, puisque c'est une expérience qui démarre, de pouvoir accompagner la transition de la ville. Je trouvais que c'était enfin intéressant parce que l'Université populaire ne sait pas ce qu'elle va produire sur le territoire, et son but, je pense, est de créer des mouvements qui vont

dépasser le cadre de l'Université populaire.

Julian Mierzejewski : Il y a aussi tout l'enjeu, cela a été évoqué pendant la plénière, de rendre transversale l'action municipale, à partir de cette réflexion là. C'est aussi assez difficile, notamment Grande-Synthe est capitale française de la biodiversité, on a des services techniques qui sont hyper compétents sur l'écologie des espaces verts, la gestion différenciée, etc, mais cette démarche-là auprès des habitants n'est pas tellement valorisée. A part le prix qui existe, pour les habitants qu'est-ce que concrètement dans leur vie ça leur apporte ? C'est difficilement perceptible. Des actions qui les font participer à cette biodiversité, qu'ils n'utilisent pas de pesticides, etc et aussi les raccorder à des mouvements, par exemple Kokopelli.

Lise Daleux : j'entendais Xavier qui disait que c'est une ville de riche, dans mon idée Grande-Synthe n'est pas une ville riche...

X : Il y a eu la TP, avec la raffinerie, Usinor

Julian Mierzejewski : j'en n'ai pas parlé, mais c'est aussi ce qui a amené à la création de cette Université populaire. Il y a aussi l'idée que les ressources de la commune diminuent, c'est vrai que c'est une ville suréquipée, bien équipée on va dire, mais c'est d'autant plus intéressant d'avoir un maire qui questionne les logiques industrielles, avec l'équipe municipale. Par exemple, sur le nucléaire, mais aussi sur le terminal méthanier, c'est acté, il va s'installer et ce sera le 14^e site Seveso sur le littoral dunkerquois. Cela pose des questions de volonté : le chantage à l'emploi... On a un investissement et en plus il n'y a même pas d'emplois créés, un milliard 500 millions d'investissement et 70 emplois à la fin. Pour la construction, ce n'est pas sûr qu'ils emploient des gens d'ici. C'est à 2 km de la centrale nucléaire. Imaginez vous un tel investissement sur les énergies renouvelables par exemple ! Le nombre d'emplois créés !

Hamza El Kostiti : la cantine 100 % bio, je suis bluffé. J'aimerais bien savoir combien ça va coûter. On nous montre toujours le petit village en Ardèche...

Majdouline Sbaï : c'est 15 % de plus non ?

Julian Mierzejewski : 800.000 euros par an.

Hamza El Kostiti : les fournisseurs qui disent qu'ils ne peuvent pas le faire, à partir d'un certain nombre de repas... A moins d'amener des oranges bio du Brésil !

Majdouline Sbaï : sans faire la promotion, ce que je pense : quand on commence à parler de cohésion sociale, on parle forcément de démocratie participative, quels qu'ils soient. Ce qui est intéressant, c'est comment des collectivités, sur le choix de développement économique à l'échelle de la commune par exemple, peuvent en débattre avec les habitants, mais aussi mise en débat dans ce qu'elles peuvent apporter au territoire. C'est le cas des jardins partagés, de l'agriculture urbaine et d'autres peuvent être sujet de controverse et il y a un espace pour pouvoir en débattre et se reposer des questions fondamentales : que signifient ces choix de développement que nous faisons ensemble ? L'Université populaire de Roubaix, depuis six ans

maintenant, mène un projet de recherche actions sur comment on met en lien le développement économique avec les gens. Comment on fait une politique d'insertion qui mettent vraiment en lien les créations d'emploi sur un bassin d'emploi avec les citoyens. Le souci de l'université populaire n'est pas la qualité des propositions qui ont été faites, d'ailleurs elles ont été faites conjointement avec des gens comme Martin Hirsch, ou le chercheur Robert Castel, etc., mais c'est comment les faire approprier par le politique. Un autre exemple intéressant : une initiative au départ des élus locaux qui souhaitent enrichir leur action par un espace de mise en débat. Dans le Roubaisis, des gens veulent faire des propositions et cela rejoint la question de l'empowerment et le partage du pouvoir, on est dans les deux cas, dans une mise en capacité des gens de prendre une part du pouvoir, avec toujours des complications et des difficultés. Je suis sûre que sur le bassin minier, le Valenciennois, et l'ensemble des territoires de la région, en particulier ceux qui connaissent des transformations nécessaires, il y a une nécessité à trouver ce type d'espace.

Xavier Hardy : ce que tu viens de dire c'est une autre gouvernance locale. C'est intéressant comme perspective et toujours insatisfaisant . On veut faire de la politique autrement, c'est très creux. Est-ce qu'il y a des réflexions plus avancées sur quel genre de gouvernance locale ? On sent bien que quand on a dit "autre", on n'a pas dit grand chose.

Majdouline Sbaï : Pour les instances, le fait de donner. On est justement pour donner d'autres types d'espaces de débat. Le processus de construction d'une politique publique ce n'est pas une littérature grise, vaguement d'inspiration machin, puis débat au conseil municipal, puis on vote. Cela peut être aussi on fait un choix déterminant, si je prends l'exemple de la zone de l'Union, on fait un choix de développement économique, comment on le met en débat avec les citoyens ? Comment on fait une conférence du citoyen ? Une conférence du consensus ? Comment on fait venir les chercheurs ? Comment on fait ensemble de la prospective ? Les instances disent parfois on n'a pas le temps, mais c'est pas vrai, cela prend parfois 10 ou 20 ans. On a le temps de faire vivre la transformation du territoire. Il y a d'autres exemples.

Mélanie Vallée : est-ce qu'il y a un projet de création d'Université populaire dans le bassin minier ? S'il y a quelque chose à faire ce serait cela.

Majdouline Sbaï : il y a Didier Angros (?) à Arras qui fait des choses intéressantes et il y a Régine Calzia qui m'a dit, il y a quelques semaines, qu'elle était partante pour y réfléchir.